

BANDE DE GAZA

## Les associations s'alarment du rétrécissement continu de la zone de sécurité et des difficultés croissantes d'accès à l'aide humanitaire.

Lyon, le 27 août 2024. 30 ONG, dont Handicap International, publient aujourd'hui un point de situation sur la situation dans la bande de Gaza. C'est l'occasion pour elles d'exprimer leur profonde inquiétude quant à l'effondrement imminent de la réponse humanitaire à Gaza, citant les restrictions opérationnelles en cours et le rétrécissement continu de la zone de sécurité imposée par Israël.

---

Note aux rédactions :

\_ Des interviews avec des porte-paroles du programme territoires palestiniens occupés de Handicap International sont possibles. Pour toute demande merci de contacter Gaëlle Fauchon (06 52 40 95 48 / [g.fauchon@hi.org](mailto:g.fauchon@hi.org)) ou Olivia de Montalte (06 84 22 15 24 / [o.demontalte@hi.org](mailto:o.demontalte@hi.org))

---

### Restrictions et relocalisations forcées : des obstacles majeurs à l'aide humanitaire à Gaza

Les organisations sont confrontées à des contraintes de plus en plus strictes, telles que la limitation de la quantité d'argent liquide ainsi que le nombre de médicaments et d'autres articles essentiels autorisés à entrer dans Gaza. Des ordres de relocalisation forcée sont régulièrement diffusés et obligent les civils et les humanitaires à se déplacer dans une zone toujours plus restreinte, s'étalant aujourd'hui sur moins de 38 000 mètres carrés - la moitié de la taille du complexe de la Maison Blanche - où ils restent à l'abri de l'opération militaire, ce qui rend l'accès à l'aide humanitaire extrêmement difficile pour les personnes qui sont dans le besoin.

Ces nouvelles restrictions interviennent à un moment où la réponse humanitaire est déjà gravement entravée, le mois de juillet ayant été marqué par la plus faible quantité d'aide entrant à Gaza depuis le début de l'offensive militaire il y a plus de dix mois.

"Les efforts humanitaires dans la bande de Gaza atteignent leurs limites, laissant des milliers de personnes sans services de base. Aucun endroit n'est sûr, car les gens vivent

/ Contacts presse

\_Gaëlle Fauchon  
M. [g.fauchon@hi.org](mailto:g.fauchon@hi.org)  
M. 06 52 40 95 48

\_Olivia de Montalte  
M. [o.demontalte@hi.org](mailto:o.demontalte@hi.org)  
M. 06 84 22 15 24

dans la crainte constante d'évacuations forcées et de nouvelles attaques. Nous devons protéger les zones dites humanitaires et assurer la sécurité des travailleurs humanitaires afin qu'ils puissent continuer à apporter une aide essentielle à ceux qui en ont désespérément besoin. Il est temps d'agir et de montrer que l'humanité n'est pas morte".  
Camilla Dogliotti - Directrice nationale de HI

## Les ONG face à des contraintes croissantes

Les restrictions croissantes imposées aux ONGI sont les suivantes :

- Il n'existe aucune mesure efficace pour protéger les travailleurs humanitaires à Gaza et les ONGI prennent des risques sans précédent pour acheminer l'aide. Israël a cherché à établir des "zones de sécurité" et un système de notification permettant aux organisations d'informer les forces israéliennes de leur emplacement et de leurs mouvements afin d'éviter d'être prises pour cible, mais ces mesures sont loin d'être des mesures de sécurité. Elles ne sont rien d'autre qu'un simple rappel à Israël de respecter ses obligations existantes en vertu du droit international, c'est-à-dire d'éviter de porter atteinte aux civils, aux biens civils et aux travailleurs humanitaires. Tragiquement, ces mesures n'offrent pas de réelle sécurité et les travailleurs humanitaires continuent d'être pris pour cible.

- Le dernier ordre d'évacuation a touché deux blocs de la zone de sécurité, réduisant sa taille de 12,6 % à seulement 11 % de la bande de Gaza. Compte tenu de l'emplacement des blocs, on craint de plus en plus que la zone de sécurité ne soit bientôt divisée en deux secteurs distincts, ce qui restreindrait encore l'accès aux civils dans le besoin.

- Lorsqu'elles émettent des ordres de relocalisation forcée, les forces israéliennes indiquent clairement que de vastes opérations terrestres suivront dans ces zones. Les organisations humanitaires n'ont donc pas d'autre choix que de se déplacer continuellement et de réduire leur zone opérationnelle, ce qui les empêche d'intervenir sur la base des principes humanitaires fondamentaux.

- En outre, la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) (une unité du ministère israélien de la Défense chargée de coordonner les affaires civiles et humanitaires dans le territoire palestinien occupé) a indiqué une réduction potentielle du montant d'argent liquide autorisé à entrer dans Gaza par l'intermédiaire du personnel international dans le cadre du système de rotation, qui passerait de 2 800 dollars à 500 dollars. Pour de nombreuses organisations, cette réduction rendra impossible la couverture des dépenses essentielles telles que l'alimentation du personnel, le paiement des coûts récurrents comme le loyer et la rémunération des employés. Une crise des liquidités a entraîné une grave pénurie d'argent liquide et la plupart des gens sont dans l'impossibilité de retirer de l'argent dans les banques.

### / Contacts presse

\_Gaëlle Fauchon  
M. g.fauchon@hi.org  
M. 06 52 40 95 48

\_Olivia de Montalte  
M. o.demontalte@hi.org  
M. 06 84 22 15 24

- Les restrictions sévères concernant les articles autorisés à entrer dans la bande de Gaza entravent la distribution de produits de première nécessité aux civils et augmentent les risques pour les travailleurs humanitaires. Israël a interdit l'entrée à Gaza d'un grand nombre d'articles en raison de leur double usage potentiel dans le cadre d'opérations militaires. Cependant, avec des articles essentiels, tels que les couches et les antibiotiques, inclus dans cette liste, l'intention réelle de ces restrictions est discutable.

"Israël exige des civils qu'ils se déplacent dans des zones encore plus petites de Gaza qui ne leur offrent aucune protection contre le conflit, et cela s'ajoute à d'autres restrictions de plus en plus importantes. Si cette tendance se poursuit, elle entravera gravement les opérations d'aide, au point qu'il deviendra impossible d'acheminer l'aide essentielle aux civils de Gaza.

"Il n'y a aucun moyen de protéger les civils ni de réduire les risques pour notre personnel et nos partenaires. Un cessez-le-feu est la seule option pour assurer la sécurité des civils et du personnel, et pour garantir que l'aide parvienne aux millions de personnes qui en ont cruellement besoin à Gaza".

- Lilu Thapa, directeur exécutif régional de DRC pour le Moyen-Orient

## La demande urgente d'un cessez-le-feu

Les soussignées ONGI demandent instamment à la communauté internationale de prendre des mesures pour garantir un cessez-le-feu immédiat et permanent afin de protéger les civils et de veiller à ce que l'aide vitale puisse atteindre tous les civils dans le besoin, sans compromettre la sécurité du personnel humanitaire.

---

Note à l'éditeur :

\_Depuis décembre, Israël a déclaré une "zone humanitaire" dans une région où des ordres répétés de relocalisation forcée ont entraîné une augmentation de la densité de la population, alors même que la zone elle-même continue de se rétrécir. Cette zone a été prise pour cible à plusieurs reprises et n'offre aucune sécurité tangible aux civils et aux humanitaires.

---

### A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

### / Contacts presse

\_Gaëlle Fauchon  
M. g.fauchon@hi.org  
M. 06 52 40 95 48

\_Olivia de Montalte  
M. o.demontalte@hi.org  
M. 06 84 22 15 24